



lundi 22 mai 2017

Un gouvernement du patronat

L'état-major de l'offensive patronale vient donc d'être nommé par le Premier ministre Édouard Philippe. Macron jouait les « antisystème », le voilà qui aligne une brochette d'énarques, de vieux routiers de la politique prêts à retourner leur veste et de dirigeants d'entreprises. À commencer par Édouard Philippe lui-même, qui cumule les trois.

La ministre des Transports, Elisabeth Borne, était depuis deux ans PDG de la RATP, où elle préparait l'ouverture à la concurrence par des réductions d'effectifs et le gel des salaires. Son bilan 2016 : 432 emplois supprimés, malgré 141 millions d'euros de bénéfices.

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, est le directeur de l'Essec, une école de commerce où les futurs cadres dirigeants apprennent à licencier et pressurer les salariés. Ancien directeur de l'enseignement scolaire sous Sarkozy, il s'y connaît en coupes budgétaires et suppressions de postes.

Business France au ministère du travail !

Quant au ministère du Travail, d'où seront lancées les principales attaques, il est confié directement au Medef. La ministre, Muriel Pénicaud, ancienne DRH de chez Danone où elle a supprimé 900 emplois, ancienne administratrice d'Orange au moment des réorganisations qui ont provoqué de nombreux suicides, cumulait jusqu'à sa nomination les mandats d'administratrice d'Aéroports de Paris, d'administratrice à la Fondation Bettencourt-Schueller, de directrice générale de Business France et de membre du conseil de surveillance de la SNCF. Son directeur de cabinet, Antoine Foucher, était, lui, directeur général adjoint du Medef jusqu'en 2016.

Plutôt qu'une « société civile », c'est donc bien une marche militaire anti-ouvrière qui se met en place, avec des généraux aguerris issus directement des rangs du patronat. Le premier front, ce sera le Code du travail, avec pour objectif d'aller plus loin encore que la loi El Khomri – contre laquelle nous nous sommes battus nombreux au printemps dernier – afin de laisser le champ libre au patronat pour supprimer

des emplois, baisser les salaires, dégrader les conditions de travail. Dans l'arsenal également, une hausse de la CSG, qui pèserait sur les salaires et les retraites, déjà bien insuffisants.

Rassemblons nos colères, pour que les ennuis du gouvernement commencent

Pendant que le gouvernement aiguise ses armes, le patronat est déjà sur le champ de bataille. Ford annonce la suppression de 20 000 emplois dans le monde pour « rassurer les actionnaires », ce qui renforce la menace sur les 1 000 de Blanquefort, dont fait partie Philippe Poutou. Il y a aussi Vivarte, Tati, Mim, Whirlpool et bien d'autres.

Les 300 salariés de GM&S, un sous-traitant de PSA et Renault dans la Creuse, se battent depuis plusieurs mois contre la fermeture annoncée et menacent de faire sauter leur usine. Voyant venir les élections législatives, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a récupéré la promesse des deux donneurs d'ordres d'augmenter leurs commandes et de prolonger ainsi la survie de l'usine. Mais pour combien de temps ? Les ouvriers ont tout intérêt à rester mobilisés tant qu'ils n'ont pas de réelles garanties sur le maintien de tous les emplois. Le rassemblement auquel ils ont appelé mardi 16 mai et auquel ont participé près de 2 000 travailleurs et soutiens est une idée à reprendre. Son succès n'est sans doute pas pour rien dans l'empressement du nouveau gouvernement à afficher une promesse de solution, toute provisoire soit-elle.

Car c'est ce que le patronat et le gouvernement craignent avant toute chose : voir les travailleurs de différentes entreprises regrouper leurs forces. C'est donc cet objectif qu'il faut nous donner.

Dans les élections législatives, c'est cette perspective que porteront les candidats révolutionnaires. Pour faire entendre le programme de Philippe Poutou, les candidats du Nouveau parti anticapitaliste seront présents dans un certain nombre de circonscriptions, et le NPA appelle à voter pour ceux de Lutte Ouvrière dans les autres. En portant nos voix sur leurs candidatures, nous affirmerons au patronat que nous sommes prêts à relever la tête et à repousser les offensives à venir.

Droit au travail, droit au repos

Les 25 et 26 mai prochains, la direction demande des volontaires. Mais pour ceux qui auraient été tenté de venir uniquement le jeudi férié, et pas le vendredi, elle fait savoir que c'est les deux jours... ou rien. Face à ces commandes en hausse dont la direction prend prétexte pour nous demander de venir, deux solutions s'imposent : embaucher en CDI pour atteindre un effectif suffisant, et augmenter nos salaires pour que nous n'ayons plus besoin de nous coltiner ces séances supplémentaires.

Du haut de gamme pour le banquier

Lors du dernier Quart d'heure Com', la direction de l'usine s'est enorgueillie que Macron ait fait sa descente des Champs-Élysées dans un modèle Citroën, le DS 7 Crossback, et ils nous ont présenté ce modèle avec la photo du nouveau président... La direction de PSA met gracieusement à disposition de l'Élysée une voiture : compterait-elle sur les faveurs du locataire du palais, en particulier sur la « libéralisation » du droit du travail ? Poser la question, c'est y répondre !

Une vraie passoire

Vendredi matin, dans les vestiaires des femmes, c'était douche froide obligatoire, à cause des infiltrations liées aux fortes pluies de la veille au soir. Dans les vestiaires des hommes, c'était la mare aux canards... À force de colmater les brèches dans le toit une par une, tout part... à vau-l'eau.

Solidarité avec les travailleurs sous-traitants

À GM&S, sous-traitant de l'automobile à La Souterraine dans la Creuse, 279 travailleurs multiplient depuis 6 mois les manifestations, les barrages d'autoroute, les sit-in devant des usines de Renault et PSA, leurs principaux donneurs d'ordre. La liquidation de l'entreprise doit être examinée ce 23 mai. Trois éventuels repreneurs, dont Magnetto et GMD se sont pour l'instant fait connaître.

Le 10 mai, Les GM&S ont détruit devant les caméras de télévisions plusieurs de leurs machines et annoncé leur intention de faire sauter l'usine.

Ils ont appelé à un rassemblement de soutien le 16 mai, auquel près de 2 000 manifestants sont venus, dont des délégations de salariés de Renault et de PSA. Renault et PSA promettent d'augmenter les commandes, mais tous les salariés ne seraient pas repris.

Les GM&S n'entendent pas en rester là. Ils ont l'habitude de la lutte, puisqu'en quinze ans, ils ont déjà été mis quatre fois en situation de liquidation de l'entreprise par des « patrons voyous » qui font leur beurre sur les reprises d'entreprises.

À Rennes, CDI et intérimaires font bloc contre PSA

Au moment où la direction de PSA La Janais lance la 5008, à grands coups de séances obligatoires les samedis et jours fériés (comme chez nous), nos collègues de Rennes débrayent. Samedi 13 et vendredi 19 mai, ils étaient plus d'une centaine (dont des intérimaires) à arrêter le travail pendant une heure

Ils en ont marre des postes surchargés, des sous-effectifs, des moyens manquants, des heures sup, des changements d'horaires permanents et au dernier moment, ils réclament l'embauche de centaines d'intérimaires qui travaillent sur le site.

Toutes leurs revendications sont exactement les nôtres ! À PSA Sevelnord il y a aussi eu des débrayages contre les sous-effectifs permanents. Si nous nous coordonnions sur tous les sites pour faire comme eux, la direction serait bien obligée de céder.

Leur société civile et la nôtre

La « société civile » est un mot à la mode. Macron veut la faire entrer à l'Assemblée : 58 patrons, 17 avocats, 13 médecins, 12 acteurs de la finance... qui se présentent à l'élection sous les couleurs de Macron. C'est ça, sa « société civile » à lui... Avec Macron, après une flopée d'affairistes (à peine 2 % des députés venant de la catégorie employés et ouvriers), ce seraient encore plus de patrons qui iraient eux-mêmes voter des lois anti-ouvrières à l'Assemblée. Tu parles d'une nouveauté !

La Françafrique toujours en marche

À peine élu président, Emmanuel Macron est allé rendre visite aux militaires français engagés dans l'opération « Barkhane », au nord du Mali, pour poser en chef de guerre et promettre un renforcement de la présence militaire française.

Les présidents se succèdent, les guerres menées en Afrique et ailleurs continuent. Lancée prétendument au nom de « la guerre contre le terrorisme » cette guerre de l'armée française au Mali vise à consolider la tutelle des multinationales françaises sur la région : celle du groupe Bolloré au Mali et les autres ex-colonies françaises d'Afrique, celle d'Areva, qui exploite l'uranium des mines du Niger voisin.